

Un manifeste pour réformer l'Europe ?



En ce début d'année 2019, nous voyons arriver à grande vitesse les élections européennes de mai prochain. Pour certains, ces élections vont rappeler brutalement la crise existentielle que traverse l'Union Européenne : entre crise migratoire, crise de la dette, et un taux de chômage européen fort qui persiste, les électeurs peuvent attendre des changements au niveau des institutions européennes.

Un collectif d'économistes et de politologues, dont Thomas Piketty ou encore Pierre Rosanvallon, appelle à réformer l'Europe pour lutter contre ces crises, et en particulier l'Union Économique et Monétaire: la Zone Euro. Ce « **Manifeste pour la démocratisation de l'Europe** » (tdem.eu) – publié par *Le Monde* le 10 décembre 2018 – prend ses racines avec les propositions du groupe allemand Glienicke, groupe ayant pris des initiatives dès 2013.

Pourquoi ce collectif, généralement issu de la gauche, avec une large majorité d'universitaires, veut-il réformer l'Europe ? Quels sont ses projets pour amener à terme à une « nouvelle Europe », plus démocratique ? Et quelles sont les perspectives de ce mouvement, au sein de l'environnement national actuel, ainsi que dans un contexte européen en crise ?

L'Europe connaît aujourd'hui un ensemble de crise qui, selon le manifeste, ne peut être résolu que par une réforme des institutions. Ces crises sont aussi bien politique, économique qu'environnementale.

La crise politique de l'Union européenne est remarquable, notamment de par le Brexit et l'arrivée de gouvernements anti-européens. Selon le manifeste, on trouverait deux bords politiques en Europe, les anti-européens qui feraient la chasse aux étrangers et aux réfugiés,

une tendance politique qui s'agrandirait de jour en jour. De l'autre côté, des partis « européens » qui prétendent aimer l'Union européenne, et qui emploient un libéralisme « pur et dur » créant ainsi un manque d'ambition social qui nourrit un sentiment d'abandon.

Ce manifeste dénonce aussi l'ornière technocratique qui est mauvaise pour le développement de l'Union européenne, ainsi que des négociations intergouvernementales de mauvaise qualité, figées et qui n'avancent pas.

De plus, l'Europe aurait un manque de délimitation entre ses propres compétences, et celles des États membres, perdant ainsi de l'efficacité au niveau du travail européen, ainsi qu'une perte de légitimité sur certains pôles de compétences.

Aussi, l'Europe ne mettrait pas en place suffisamment de politiques pour le progrès social, cela augmentant les inégalités sociales entre les citoyens européens.

Mais encore, des problèmes économiques et financiers se rajoutent, notamment au sein de la Zone Euro.

Tout d'abord, il y aurait un sous-investissement public structurel, comme par exemple le manque de moyens pour la formation et la recherche, cela renforçant les inégalités sociales. Ce manifeste nous informe d'un problème sur les taux d'imposition, les plus riches ne payant pas « suffisamment » d'impôts par rapport aux plus pauvres, tout comme les plus grandes entreprises face aux plus petites. Le dumping fiscal européen est dénoncé comme en faveur des plus riches, puisque l'apport gagné par la relance de la compétitivité ne serait pas redistribué parmi les citoyens européens. Le chômage reste aussi très élevé, l'Union européenne n'étant pas assez efficace sur le sujet de l'emploi.

Nous observons aussi des problèmes au niveau des institutions et des rouages européens, premièrement la crise de la dette persiste en Europe, puisque fin décembre 2018, la Banque Centrale Européenne a mis un terme à ses rachats de dettes aussi bien publiques que privées, ce programme avait pour but de soutenir l'économie européenne face à un manque d'investissement sur les marchés financiers, pour racheter les dettes.

De plus, selon le manifeste, il y a un manque de « cohésion sociale » entre les États, puisqu'il y a 18 dettes publiques, une pour chaque pays, et 18 systèmes fiscaux et sociaux différents, cela représenterait une faiblesse, notamment face aux multinationales, qui arrivent à passer à travers les mailles fiscales de chaque pays.

Enfin, selon le manifeste, l'Europe serait inefficace sur le plan de la lutte contre le réchauffement climatique, dû à de mauvaises organisations des institutions européennes.

Le manifeste présente des projets de réforme, pour tenter de résoudre ces problèmes, par une transformation des institutions et des politiques européennes, mais aussi par une refondation sociale et économique de l'Union européenne.

Tout d'abord, ce manifeste a comme projet phare de créer une Assemblée européenne souveraine, ayant des fonctions inédites dans le système européen actuel.

Avec en premier lieu le vote d'un nouveau budget européen, ainsi qu'un dialogue avec les instances de décision nationale, comme l'Euro-groupe, cette assemblée possédera dans ces échanges un pouvoir fort, puisqu'elle aura le dernier mot en cas de désaccord. Selon le

manifeste, cette assemblée mettra en place un nouvel espace politique transnational, où partis politiques, ONG, pourront reprendre un dialogue concret avec l'Europe.

Cette institution européenne sera composée de parlementaires nationaux et européens, afin d'obtenir la plus grande légitimité possible, puisque les élections législatives nationales auront pour les citoyens des conséquences plus importantes qu'aujourd'hui, certains députés élus obtiendront des compétences européennes.

Selon le manifeste, cela permettra aussi de calmer les « multiples accusations et acharnement des députés nationaux sur Bruxelles », il y aura donc un lien entre les assemblées nationales et européennes.

La proportion idéale de députés nationaux serait de 80 %, et de 20 % pour les parlementaires européens, ces chiffres pourraient être modifiés, Mais cela pourrait diminuer la légitimité de cette institution. Tous les Etats membres volontaires pourront intégrer ce nouveau fonctionnement, mais il est souhaitable aussi que les quatre plus grands Etats signent, puisqu'ils représentent à eux seuls 70% du PIB européen et de la population européenne.

Enfin, cette assemblée aurait un but de co-gouvernance, pas seulement entre chefs d'États et ministres des finances. Elle aurait aussi des compétences en matière de politique migratoire.

Le second grand projet de ce manifeste est une refondation sociale et économique de l'Union européenne.

Pour effectuer ces projets, l'Union européenne imposera, si ce manifeste devient réel, quatre impôts à l'échelle de l'Europe, afin de bâtir un modèle original de développement social, équitable et durable.

Le premier impôt sera demandé aux grandes entreprises, notamment les GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) mais aussi aux entreprises qui ont de grands bénéfices, puisque cet impôt sera sur les bénéfices des entreprises.

Le second impôt concernera les hauts revenus (Plus de 200000 € par an), le troisième sera aussi un impôt sur les hauts patrimoines (Plus de 1 million).

Enfin, une taxe sur les émissions carbone, notamment pour réduire ces émissions au niveau maritimes et aériens, mais elle sera aussi valable pour les citoyens européens (30€/tonne de pétrole). Cependant le traité nous informe que les impôts seront votés par l'assemblée souveraine, ils pourront donc être modifiés, les taux changés.

Cela permettra de créer un budget de démocratisation, qui lui aussi sera discuté et voté par cette nouvelle assemblée européenne. Ce budget permettra de créer une puissance publique pour faire face aux urgences européennes.

Selon le manifeste, ce budget pourrait représenter 4 % du PIB européen, et ainsi financer la recherche, la formation, l'emploi, les universités européennes, ainsi qu'un ambitieux programme d'investissement (ce terme reste ambigu dans le manifeste), sans oublier de financer l'accueil des migrants, compétences qui seront du ressort de l'assemblée européenne.

Ce manifeste veut aussi créer une « Europe des transferts », cependant elle n'aura pas pour but de réduire les inégalités entre les pays mais celle des citoyens à l'intérieur de ces pays, ainsi que d'investir dans l'avenir de tous les européens.

L'écart des sommes d'argent versées par certains pays pour financer ce projet et ceux qui recevront cette argent sous forme d'investissement, ne devra pas excéder 0,1 % du PIB européen, pour ne pas créer de « favoritisme » entre des Etats qui verseraient des sommes colossales, et des Etats qui les recevraient.

Pour finir, bien que ce manifeste possède des projets concrets, et des idées qui peuvent être discutées, il faut voir au-delà de celui-ci, et comprendre dans quel contexte il évolue, et quel impact il pourrait avoir sur l'Union européenne.

Les idées de ce manifeste ont été proposées bien avant, mais aujourd'hui, depuis sa proclamation, le manifeste traverse une période difficile, la crise des « Gilets jaunes ».

Bien que les revendications de ce mouvement soient extrêmement variées, cette « organisation » a vu le jour suite à un lessivage des classes moyennes et populaires face à la « montée » des taxes sur le pétrole, bien que le prix de celui-ci soit plus bas qu'en 2013. À première vue, on observe qu'une des taxes concerne aussi les émissions carbone, ce qui crée un paradoxe entre les revendications du mouvement gilets jaunes, et ce manifeste.

De plus, ce manifeste souhaite créer une Europe des transferts, pour réduire les inégalités entre les citoyens d'un même pays, ces transferts d'argent ne visent pas à réduire les inégalités entre les pays. Cependant, en filigrane, on remarque que ce sont les pays les plus riches qui financeront la réduction des inégalités dans les pays les plus modestes.

Nous pouvons donc croire que la France (pays-pilier de l'Union européenne) ne serait donc pas un pays où l'Europe verserait « ces transferts », mais un pays qui les financeraient.

Ce manifeste irait donc (?) notamment à l'opposé du mouvement des gilets jaunes, qui revendique une augmentation des aides au sein du territoire national et une baisse des taxes.

Enfin, la création de cette nouvelle assemblée alourdirait la complication européenne des institutions, puisqu'il y aurait à présent 6 institutions majeures au sein de l'Union européenne. Ce projet peut être accepté par des pays volontaires, ce qui créerait une « 4ème zone européenne », puisqu'il y en a déjà 3 (Zone Euro, Union européenne et Espace Schengen).

Cela pourrait ainsi surcharger le fonctionnement de nos institutions, et qui va aussi au contraire de certains pro-européens qui demandent une simplification politique et bureaucratique, une « clarification » de l'Europe.

Pour conclure, ce manifeste dénonce un lourd dysfonctionnement des institutions européennes, mais propose des solutions qui paraissent peu claire, qui pourraient, pour certains gouvernements être vu comme une atteinte à la légitimité du Haut Conseil Européen où les chefs d'États siègent. Bien que le pacte budgétaire possède de bonnes idées qui pourraient être discutées, les nouveaux impôts qui seraient créés pourraient être vus comme une surcharge pour les classes moyennes.

Ce manifeste ne présente donc pas une réforme complète de l'Union européenne, mais seulement une réforme partielle, puisqu'il créerait seulement une nouvelle chambre parlementaire, au détriment d'autres institutions européennes, qui pourraient devenir inutiles.

Maxime MERCIER (1ES2), le 29 janvier 2019